



HAL
open science

Après le développement durable... Un retour à une authenticité culturelle

Nicolas Canova

► **To cite this version:**

Nicolas Canova. Après le développement durable... Un retour à une authenticité culturelle. 1er colloque de l'ENEC, Sep 2007, France. halshs-00923053

HAL Id: halshs-00923053

<https://shs.hal.science/halshs-00923053>

Submitted on 1 Jan 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Nicolas Canova – Géographe
Université de Grenoble - UMR PACTE-Territoires – CERMOSSEM
Universidad de Sevilla (Espagne) – Departamento de geografía e historia
Association Imagéo - canovanicolas@yahoo.fr

Après le développement durable...

Un retour à une authenticité culturelle

La question de « l'après développement durable » a été soulevée par L'Espace Nature et Culture (ENEC - Paris) à l'occasion de l'organisation de son premier colloque en septembre 2007. Des entrées thématiques inédites abordées alors émerge un paradoxe : dans l'optique du développement durable (D.D.) il ne peut, selon nous, y avoir d'après ; son but étant de perdurer en s'inscrivant dans une certaine continuité. Deux hypothèses ont été avancées : soit on abandonne l'idée même de durabilité ; l'on revient alors à des formes de développement « non-raisonnée », « insoutenables » ou à de nouvelles formes de développement dont la conceptualisation n'est pas encore envisageable (décroissance ?). Soit on s'installe durablement dans la durabilité ; ce qui équivaut au contexte de notre hypothèse de départ.

Les actions de développement durable sur un territoire fait appel à la mobilisation des acteurs locaux. Ainsi, et malgré l'influence exogène originelle, les strates de mobilisation opérationnelle des ressources territoriales forment un substrat culturel. Ce dernier est le résultat d'une appropriation du territoire par les groupes identitairement ou culturellement formé pour le projet. In fine, le processus tend à impliquer la culture au premier plan des processus de territorilisation-deterritorialisation-reterritorialisation (ce qui ne semblait pas être le cas dans la perspective moderniste des transversalités économiques mondialisatrices). Il semble alors que, portée par les paradigmes du développement durable, puisse (ré)émerger une authenticité culturelle dans les territoires de références.

Cela se traduira selon les modalités de ce que nous appellerions un renversement constructif :

« Avant » D.D. : culture = territoire = identité

« Après » D.D. : identité = territoire = culture

S'opère donc avec le développement durable un retour aux formes de la culture comme résultantes de l'action territoriale ; un retour parce qu'il y a appropriation de l'identité (spécificité) dans l'action territoriale ; une action qualifiée de durable parce qu'elle est elle-même créatrice de processus culturelle.

Réaffirmer la dimension culturelle du développement durable

Les mutations sociétales contemporaines semblent pousser dans le sens d'une homogénéisation de la culture, vers une massification des us et pratiques. L'émancipation des classes moyennes, de la mobilité individualisée, des échanges planétaires, les technologies de l'information et de la communication, l'idéalisation des modes de vie occidentaux..., ont fortement réduit les volontés propres et potentialités induites de créativité. Pourtant, dans la réponse des territoires locaux à la globalisation, les concepts de spécificité et de particularisme s'affichent comme de nouveaux référentiels pour le développement. Nous pensons alors qu'il existe, au travers de la notion de ressource territoriale, une extension des paradigmes de la durabilité qui fait corps avec la dérangement question de l'authenticité.

La définition scientifiquement acceptée du développement durable tend à glisser, dans le cadre populaire de son intégration, vers un système environnementaliste avant tout. Pourtant, elle est justement la volonté d'un démarquage net entre un écologisme environnementaliste et un développement économique exacerbé. Même si il est bien entendu qu'il ne s'agit pas d'une adjonction écologique au processus de développement économique, la surdimension des préoccupations environnementalistes tend à faire oublier que le développement durable est avant tout un principe de développement. Cette écologisation des modes de gestion des territoires contemporains, entendant intégrer une dimension socioculturelle aux injonctions naturalistes et entrepreneuriales de la mondialisation, tente alors de renouer avec les dimensions du local pour que se rapproche positivement nature, culture et société.

Pour penser alors la question culturelle, deux approches seront privilégiées : la culture du D.D. et la culture dans le D.D.

Le développement durable sous-entend une (bonne) gestion des ressources dont bien entendu les ressources culturelles. Au travers de lui s'est établie une sorte de morale internationale qui tend à proposer, voire imposer des comportements culturels. Avec l'exemple des bonnes pratiques, une rupture d'ordre culturelle vient marquer les pratiques générales dont le local émerge en tant qu'échelle de référence et de sa nécessaire appropriation. D'un côté, les questions économique-sociales renvoient à la culture, plaçant cette dernière au centre de l'action durable, et notamment territoriale dans le sens où elle permet de mettre en cohérence les grands principes du développement durable. De l'autre, il existe une séparation d'ordre bicéphalique entre la culture du développement durable et la culture bénéficiaire des actions de cette dernière. Dans ce paradoxe, participation, principe de subsidiarité, appropriation...sont-ils les révélateurs d'un nouvel impérialisme ou voit-on plutôt bourgeonner un nouveau pouvoir pour la société civile ? Quelles sont alors les possibilités de naviguer dans ce jeu de contradictions ? Existe-t-il par exemple, en ces temps politiques, une séparation culturelle au sein des dominantes militantes ? Dans leur façon d'agir, leurs us et pratiques, leurs réflexions donc, les acteurs du territoire sont-ils trahis par quelques invariances ? Ces invariants sont-ils de "bons" indicateurs, pertinents pour la théorie qui les utilise ?

La question trouve partie de la réponse dans chaque étude à la manière d'en nécessiter l'usage. Cette vérité relative transcende ce qui est la marque de plus en plus indélébile que laisse l'homme sur lui-même : la culture artistique. Cette culture qui recherche les preuves de son existence dans des aventures intérieures. Ici, les atouts des activités culturelles paraissent indissociables, et pour le moins pertinents pour poser la loupe de l'analyse scientifique sur les liens de co-occurrence qui les lient au développement durable. Bien qu'il semble admis pour tous que la culture (comme « ensemble de normes et de valeurs donnant naissance à des objets et des formes symboliques ainsi qu'à des pratiques au sein de groupes rassemblés par la notion d'identité » ou simplement comme ensemble des activités culturelles et artistiques dans leur production et diffusion) soit assimilée par le développement durable, le relevé des faits montre bien autre chose. Ainsi, en avril 2002, quelques mois avant Johannesburg et 10 ans après Rio, la Commission Française du Développement Durable (Avis n° 2002-07 sur la Culture et le développement durable) écrivait : « Dans les documents relatifs au développement durable, il n'est quasiment jamais question de culture » avant de proposer : « La commission française du développement durable insiste donc sur la nécessité de compléter l'approche du développement durable en intégrant la dimension culturelle au même titre que les dimensions économique, sociale et environnementales. ». Dans une hypothétique réponse, le Comité 21 national, lors d'un communiqué intitulé « La culture et le développement durable : la

percée »¹, affirmait au travers de Serge Antoine (Président d'honneur de l'époque) : « La cause est entendue : la culture sera désormais le quatrième pilier du développement durable ».

Nous pensons donc qu'il faille, dans une perspective positiviste de l'appréhension du développement durable, travailler sur la culture dans son sens le plus large. Ce décalage entre pensée globale et action locale se doit en effet d'être réduit dans un entendement général des possibilités d'une action culturelle sur le terrain de la soutenabilité. Les enjeux de la musique comme dimension culturelle et identitaire, la ressource territoriale comme concept opératoire et l'improvisation comme métaphore seront alors pour nous le triptyque source d'une réflexion portée sur les indices émergents d'un retour probable à une authenticité culturelle pour les territoires acteurs de la durabilité. En s'appuyant sur des études relatives à la territorialisation des activités culturelles et artistiques, nous mettrons l'accent sur les pratiques quotidiennes, festives et religieuses des cultures locales et la mise en tourisme de leurs aspects souvent spectaculaires, exotiques et/ou porteur d'images et de représentations. Néo-patrimonialisation, folklorisation, muséification, apparaissent dès lors comme les causes, encore trop souvent dépourvues d'une réflexion postmoderne, de ce que nous nommerons par défaut « risque culturel ». De la définition de l'UNESCO du patrimoine immatériel aux recherches sur l'intégration des gages d'une « authenticité » dans le tourisme culturel, nous apporterons des réponses basées sur un retour au pragmatisme, suivant par exemple les modèles de la réflexivité et de l'improvisation, comme suite logique du développement durable. La question se pose donc de la pérennisation d'une action culturelle localisée et de la rectification des problèmes viciés nés d'une implication politique, d'un excès de subjectivisme ou d'une pure mercantilisation. Des réponses posant comme principe le métissage entre ressources et acteurs sont déjà annoncées dans la manière de penser les articulations entre les différents mondes et échelles de références. Les modes d'action eux aussi participent de la complexité des territoires de projet, tant dans leur dimension politique qu'économique ou sociale. En posant alors la culture en amont et le patrimoine en aval, comme résultante des processus de construction identitaire, nous tenterons de voir comment la culture permet l'hybridation entre une ressource structurelle (extra-projet) et une ressource temporaire (intra-projet). De la culture flux au patrimoine stock, nous identifierons la mobilisation et les modes d'organisation des acteurs et actions qui caractérisent l'activation de la ressource culturelle.

La ressource territoriale refondatrice de l'authenticité culturelle

Le tournant territorial de l'économie globale pose une nouvelle dimension dans la construction des espaces sociaux. Cette dimension, directement liée au projet et consubstantiellement intégrée dans une imbrication d'échelle géographique, pose la question immédiate de la pertinence et de l'implication des acteurs locaux. Aussi, ce sont les ressources culturelles locales, comme le montrent les paradigmes du développement du même non, qui prévalent sur les influences exogènes. Dans ce schéma, l'implication de plus en plus prégnante de la société civile pousserait dans le sens d'un retour accéléré de la proximité, et par là même de la culture localisée. La mise en tourisme des cultures locales joue sur la créativité et l'innovation culturelle. La folklorisation des activités culturelles, leur patrimonialisation et muséification, tendent à introduire l'objet dans des jeux de contradiction éthiques, esthétiques, politiques, économiques et donc géographiques. Le cliché guide alors une demande unilatéralisée au niveau mondial, et donc une offre unique localement. Mais doit-on y voir un "risque culturel", une disparition des cultures mineures ? Il semble que le système pousse au contraire dans le sens de l'émergence de mouvements contre-culturels et

¹

Revue Liaison Energie Francophonie, 3eme trimestre 2005.

donc de nouvelles perspectives de développement culturel localisé. Nous proposons donc, dans un premier temps, de réunir les réflexions portées sur le concept de qualité avec l'exemple des activités culturelles, et notamment de la musique, autour de la notion de ressource territoriale.

Après la seconde Guerre Mondiale, la forte croissance ne pose pas directement le problème de la question territoriale. Le fordisme ramène la ressource aux facteurs de production (travail, capital, matière première), et la productivité domine dans un objectif d'optimisation ("une seule option : la bonne"). Dans ce contexte, la société tend à suivre la science et le domaine du politique que représentent le modernisme et sa "pensée forte". Mais les limites du système apparaissent lorsque la consommation de masse entraîne le suréquipement des ménages, et provoquent ainsi les modifications majeures en terme de production que nous connaissons depuis lors. D'abord le changement de la demande, se dirigeant vers une consommation diversifiée et individualisée, provoque la mutation des entreprises. Parallèlement, la globalisation des échanges provoque l'émergence de marché indépendant, puis c'est le changement de système technique qui généralise l'importance du rôle de la découverte et de l'innovation. La seule façon de s'adapter est alors de faire valoir une différence. Le modèle territorial prend alors toute sa place dans le modèle économique, notamment avec la notion de ressource territoriale. Cette dernière fait appel à trois principe que nous tenterons de rapprocher du concept de qualité. D'abord, c'est par la notion même d'acteur que se caractérise une dimension local via la construction territorial des projets. Ensuite, la notion de spécificité, avec ses variante en terme de concurrence, permet la graduation d'une échelle de valeur inter-territoriale. Finalement, le retour induit à la proximité réaffirme la pertinence des approches *in situ* et de la contextualisation des projets et des ressources qu'ils mobilisent. Nous pensons ici que cette nouvelle forme de dynamique territoriale participe activement du processus responsable d'un passage de la notion de qualité au concept de qualité. Sans revenir sur la définition même du mot « qualité » (Cf. communication de Hervé Brédif), rappelons juste que l'évolution de son sens n'est pas anodine est que ce glissement sémantique traduit une réalité factuelle : celle de la qualité conceptualisée. En effet, la qualité (notion qui pouvait être bonne ou mauvaise en son temps) est aujourd'hui largement positivée et fait appel ; tel un lien hypertexte ; à des normes, des valeurs, des objets... qui, soit par leur localisation soit par le processus d'élaboration ou même de création, renvoi à un système de production « intégré », voire durable.

Ainsi, les dynamiques territoriales, au sens où les ont développées les économistes, ont été fondatrices de l'émergence des espaces contemporains. A la base de la construction territoriale, la mobilisation des ressources a expliqué avec pertinence les processus de production d'espace, d'abord économiques puis sociaux, politiques, culturels..., et elle revient ainsi aujourd'hui sous une forme territorialisée. Il y a donc un fort intérêt à étudier la notion de ressource territoriale, et particulièrement dans son contexte d'émergence qu'est la mondialisation, pour comprendre les phénomènes de territorialisation-déterritorialisation-reterritorialisation qui constituent notre objet d'étude privilégié. De la "fin du territoire" annoncée par Bertrand Badie, à la caractérisation des différentes "enveloppes du monde" déterminées par Abrahams Moles, un retour aux problématiques de proximité, géographique notamment, dont les initiatives de type *face-to-face* font modèle aux Etats-Unis, semble s'affirmer. Il apparaît en effet que la prise en compte des contextes culturels territoriaux dans le système productif soit une réponse crédible à la dissipation trop vite annoncée des unités de production. Il y aurait ainsi une "porosité évidente du rapport marchand vis-à-vis du reste des relations sociales."(B. Pecqueur, 2004). Du reste, l'historicité et la mémoire collective, ainsi que leur acuité dans les rapports qu'entretiennent les hommes entre eux et avec leur territoire,

sont la base culturelle présente dans toute construction territoriale. Les principes de la production et de l'échange n'échappant alors pas aux conditions de proximité économique, géographique, politique, culturelle... L'"*intelligence collective*" qui en résulte nous amène à la notion de *réciprocité*, qui "renvoie à la fidélité, à la gratitude et à l'identité"(Peyrache Gadeau; Pecqueur, 2004), directement issue des caractéristiques culturelles de l'individu et de la société dans laquelle il évolue.

La musique : levier et indicateur du développement

Les paradigmes du développement territorial mettent ainsi en avant l'objet ressource comme producteur de territoire, notamment conduit par la notion de spécificité. C'est donc en plaçant la musique comme ressource territoriale que nous pensons démontrer sa capacité à participer aux processus de territorialisation. Les possibilités d'activation de la ressource, ouvertes par les mutations contemporaines, permettent alors d'aller dans ce sens (économie et industrie de la culture, tourisme culturel, pratiques amateurs, etc.) De plus, il semble que l'action collective apporte une réponse positive sur l'ensemble de ses échelles de pertinence. En partant du caractère identitaire de la musique en tant que produit culturel, nous nous positionnerons pour une approche socio-territoriale comme syntagme et de son application paradigmatique de la géo-économie territoriale qu'est la notion de ressource.

Pour tenter de contribuer aux travaux portant sur la géographie musicale, et donc d'une introduction spatialisante de la musique comme objet d'étude pour les sciences géographiques, nous nous proposons d'en interroger ses dimensions identitaires pour opérer ainsi un glissement de l'espace au territoire. D'une réflexion qui se veut globalisante sur ce que la musique peut apporter aux thématiques d'actualité en sciences du territoire, nous avons finalement rapporté l'objet à son intégration dans les politiques de développement territorial. Le couple musique/territoire, fruit d'interrelations complexes entre populations, pratiques culturelles et artistiques et degré d'ouverture sur l'extérieur, nous invite avant tout à penser que la musique vient au territoire comme la musique vient du territoire, c'est-à-dire en passant par les paradigmes socioculturels et identitaires propres à l'espace social. Autrement dit, il existe un lien direct entre territoire et musique, cette dernière nécessitant de par son essence une double inscription spatiale et territoriale. Au sens où la musique est un produit identitaire, le territoire est donc producteur du sens musical puisqu'il régit lui-même la dynamique identitaire. Nous découvrons ainsi, au travers du phénomène musical, une source abondante d'analyse et de compréhension des phénomènes de territorialisation. Fort facteur d'identité, créatrice d'images et de représentations, source de développement économique, politique et culturel, entre art et technique, à la fois éphémère et permanente, ses multiples facettes, de la culture populaire aux pratiques élitistes en passant par les mouvements contre-culturels, nous permettraient d'appréhender le territoire dans sa complexité. Reste alors à savoir si le corpus scientifique français saura intégrer cet objet d'étude qui est encore en phase d'émergence quand on le compare avec le traitement que proposent les géographes anglo-saxons notamment.

Reconnu comme un phénomène musical hors-norme, le flamenco accuse aujourd'hui une émancipation étendue à l'ensemble de la planète. En Espagne, et plus précisément en Andalousie, les pratiques se multiplient, du tourisme global à l'expérience localisée, provoquant à la fois l'émergence de confrontations culturelles, politiques et esthétiques, et l'accélération du rythme de fonctionnement des centres et moyens de création et de diffusion flamencologiques. Ainsi, les grandes scènes artistiques mondiales s'arrachent les artistes réputés, les écoles flamencas font le plein, l'industrie culturelle est fleurissante, fêtes et festivals sont au beau fixe, etc. Pourtant, il semble que tous les acteurs du flamenco ne soient pas unanimes sur les effets positifs des transformations profondes du modèle flamenco.

L'originalité et l'essence même de cet art semblent menacées par un système de plus en plus englobant qui en dénaturerait l'éthique et l'esthétique. Patrimonialisation, folklorisation et muséification issues notamment de la mise en tourisme de cet art, en s'opposant aux schèmes de la créativité, de l'innovation et du spectacle vivant, annoncent parfois une séparation. D'un côté, un flamenco fidèle à ses origines, pratiqué dans des cercles restreints, des lieux spécifiques, un flamenco du quotidien, celui aussi des fêtes populaires, un flamenco revendiqué principalement par une population gitane, un flamenco « *puro* ». De l'autre, un « pseudo-flamenco », touristique et mercantilisé, vitrine de l'Andalousie culturelle, construit souvent *ex nihilo* par des artistes communs, poussé par le politique et l'économie de marché. Quelle réalité alors pour l'Andalousie flamenca ? Du modèle manichéen à celui de la complexité, comment le flamenco évolue-t-il vraiment dans la *glocalité* qui le détermine ? Quels lieux et quelles fonctions pour le flamenco dans la société andalouse ?

Aussi, penser qualité a propos de l'offre flamenca, semble directement lié au potentiel local et à la mobilisation de cet art en tant que ressource territoriale. Nos études portées sur l'événementiel à Séville et le projet urbain de "*ville du flamenco*" à Jerez-de la Frontera, ont tenté de montrer comment le flamenco pouvait s'inscrire dans les projets de développement du territoire andalou, et notamment en terme de durabilité. La musique andalouse tend aujourd'hui à être assimilée au Flamenco. Pourtant, l'éventail des possibilités, du répertoire andalou traditionnel au *cante jondo*, en passant par le flamenco-jazz. Alors, si nombre de récits d'expérience traduisent une volonté de défendre une "origine géographique contrôlée", les personnalités et acteurs d'un flamenco "*puro*", rappelle que cette musique est avant tout identitaire. Les références à la terre et au sang présentes dans nombreux textes contemporains ne sont pas sans poser la question d'une certaine authenticité du flamenco. D'ailleurs, en Andalousie, être authentique c'est être flamenco. L'ouverture du modèle gitan à l'ensemble de la société traduirait donc une territorialisation de cet art dont la lecture complexe vient bouleverser l'entendement. Cette dimension identitaire, rapportable au territoire flamenco plus qu'à l'espace andalou, permettrait finalement de travailler culturellement sur le développement. Les lieux du flamenco jouent sur des échelles intra- et extra territoriales de manière multilatérale sans pour autant provoquer la perte des valeurs originelles. A l'inverse, l'enfermement du phénomène dans les limites administratives ressemble de plus en plus à une folklorisation annoncé d'un art en pleine ébullition. Le flamenco est une de ces formes musicales qui, au même titre que beaucoup d'autres (jazz, blues...), constitue bien plus qu'une dimension musicologique, artistique et même culturelle. Nous retrouvons en effet, de part son analyse socio-territoriale, les indices et marqueurs qui nous apparaissent suffisants pour confirmer l'intérêt d'une attention particulière portée par les spécialistes des sciences du territoire. L'urbanisme fait partie de ces domaines qui se nourrissent de la culture locale et de ses principes de fonctionnement. Aussi, penser et aménager la ville en Andalousie c'est compter avec la puissance flamenca à l'œuvre aujourd'hui. De la même manière, une vision globale du territoire doit pouvoir se constituer autour des éléments concrets et pragmatiques, certes, mais également en intégrant les incertitudes et les difficultés d'acceptation des forces invisibles qui régissent la dynamique socioculturelle. Dans le concert de la planification andalouse, le flamenco est à la fois sur la scène, dans le public, en coulisse et absent de la manifestation. La question n'est donc plus de savoir s'il faut faire avec lui, mais comment agir en connaissance de cause.

De ces constatations émergent alors quatre volonté de positionnement dans une action durable en faveur de l'aménagement des territoires. D'abord, au niveau sociologique où les propositions de l'étude « Politique territoriale et développement durable » dirigée par Michel Capron² sur le renforcement du concept de « territoire socialement responsable » nous

²

?????

apparaissent comme reliée aux questions développées au préalable..... Ensuite, la dimension économique, dont le rôle de « guide » comportemental s'atténue aujourd'hui, et pour laquelle nous pensons qu'il faille faire le lien d'avec ce que l'on nomme « décroissance ». Il semble en effet que, malgré l'appellation négativiste, il existe au travers de cette notion ce que nous préférons entendre comme une requalification de la croissance ; cette dernière permettant la traduction de la transformation des impacts de la sphère économique sur la société.... Après, les formes environnementales de l'action collective durable³ ne nous semblent pas préoccupante aujourd'hui (du moins en terme de volonté) même si, répétons le, elles ne sont pas à elles seules suffisantes à la qualification de « durable » de cette même action. Finalement, c'est en réitérant notre proposition de travailler plus profondément sur l'intégration de la culture au sein du développement durable que nous souhaitons une hybridation entre les actions de développement des territoires culturels et de développement culturel des territoires conduites par les paradigmes de la durabilité.

Réfléchir à la place de la culture sur un territoire, c'est donc aussi se poser la question de la présence de l'art et des artistes, des lieux de création, de la qualité et de l'exigence de la formation, de la diffusion des œuvres et des publics... Les enjeux artistiques dépassent la question de la qualité de l'offre culturelle et la présence des publics pour nouer des relations singulières avec l'ensemble d'une population, en interrogeant les formes, en inventant les objets symboliques et les langages susceptibles de générer du sens. Tisser les liens avec une population exige de la part des artistes et des structures culturelles de penser l'objet même de la création dans son rapport avec elle. Aussi, le nombre et la complexité des dispositifs mis en œuvre actuellement imposent un cadre partenarial élargi garantissant une synergie des réponses aux attentes des habitants. Il nous faudra donc savoir regarder les expériences réussies ou novatrices, mais aussi les échecs et les obstacles, pour nourrir la réflexion des services de l'Etat, des collectivités territoriales, du secteur associatif et du milieu professionnel en intégrant sans mesure préférentielle les pratiques amateurs. Cette intégration territoriale reflète alors, selon nous, un retour progressif à une authenticité culturelle.

³ A noter que nous nous positionnons à l'intérieur du développement durable. Par conséquent, les réflexions sur la place de l'écologie dans l'action collective en générale ne sont donc pas abordées ici.